

15 MAI 2023

Arrêté préfectoral du
portant levée de la mesure de mise en demeure
notifiée à la société FIN'TECH INDUSTRIE
pour son établissement situé 38 - rue Philippe Lebon
sur le territoire de la commune d'Albi

Le préfet du Tarn,

- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le Code de justice administrative ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 17 novembre 2021 portant nomination de monsieur Fabien CHOLLET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 février 2022 portant délégation de signature à monsieur Fabien CHOLLET, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 autorisation la société FIN'TECH INDUSTRIE à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitements de surface et d'une installation de décapage/nettoyage des métaux par traitement thermique situés 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2013 actualisant les prescriptions de fonctionnement des installations exploitées par la société FIN'TECH INDUSTRIE au 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2021 portant mise à jour du classement des activités exercées au sein de la société FIN'TECH INDUSTRIE pour son établissement situé au 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 août 2022 mettant en demeure la société FIN'TECH INDUSTRIE de respecter les dispositions des articles 17 et 19 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé et de l'article 6.3.4. de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 susvisé, pour son établissement situé 38 – rue Philippe Lebon à Albi ;

- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 24 avril 2023 faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 5 avril 2023 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 24 avril 2023 à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le jour de l'inspection, il a été constaté la suppression des panneaux en polycarbonates positionnés en toiture et susceptibles de produire des gouttes enflammées lors d'un incendie ;

Considérant que le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un système de détection automatique d'incendie dans l'ensemble des bâtiments, et plus particulièrement au niveau des installations pouvant présentant un tel danger ;

Considérant que face à ces constats, l'exploitant respecte les exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 août 2022 ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général du Tarn,

Arrête

Article 1^{er} :

La mise en demeure notifiée à la société FIN'TECH INDUSTRIE située au 38 – rue Philippe Lebon à Albi par arrêté préfectoral du 18 août 2022 est levée.

Article 2 :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure 18 août 2022 est abrogé.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 :

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Albi pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ainsi que le maire de la commune d'Albi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FIN'TECH INDUSTRIE.

Fait à Albi, le **15 MAI 2023**

**Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,**



Fabien CHOLLET